

**5. La définition des besoins de liberté et conditions de vie décentes des gens en terme de droit de la personne est le meilleur moyen pour prévenir les conflits.**

Les défenseurs des droits de la personne sur le terrain rapportent comment les notions de droit répondent à des attentes de la population; les gens n'ont pas conscience de leurs droits, de l'existence de ces droits. Cette prise de conscience de l'existence de ces droits supposés garantis par leur État et de leur universalité ouvrent de nouvelles perspectives.

Permet de contrer les abus faits au nom de traditions soit disant ancestrale dont: le culte du chef, la tyrannie de certains aînés, les inégalités entre sexes au niveau de la famille, du village, des structures «culturelles», du pays, des préceptes religieux. La définition en terme de revendication de droit, de droit universel, peut être le premier pas vers un plus grand contrôle de sa vie, individuelle, familiale, sociale. Peut être une façon de sortir d'antagonisme que l'on conçoit comme irréversible, entre ethnies entre autres, entre majorité et minorité.

**6. Rôle du Canada**

Le Canada peut faire pression sur les gouvernements pour faire adopter des législations respectueuses des droits, aider à l'organisation d'élections, à la mise en place de systèmes judiciaires efficaces, à organiser des corps de police soumis aux lois. Mais pas suffisant.

J'insiste pour dire que c'est par la formation d'une société civile forte, dynamique, indépendante que les droits de la personne sont le mieux servis; les mieux placés pour défendre, dénoncer et proposer les ajustements nécessaires. Et, ce sont les groupes de femmes qui le mieux associent droits politiques et droits sociaux parce que conscients du fardeau domestique et économique supportés par les femmes, des conséquences sur elles des rivalités et tensions ethniques, de leur opposition à la violence.

Les ONG de défense des droits africaines, nationales et continentales; Union interafricaine des droits, etc. Des représentants de ces groupes devraient participer dès le début aux activités de concertation proposées par le Canada à l'intérieur du Mécanisme pour la prévention des conflits de l'OUA.

**7. Francophonie comme véhicule de cette démarche?**

Pas évident, avant dernier sommet, résolution condamnant Haïti mais pas le Zaïre. Dernier, pas sur le Nigeria ni sur le Rwanda. Y travailler mais conserver son